

## Un aveuglement idéologique

Repoussée à plusieurs reprises par la pandémie, l'entrée en vigueur du second volet de la réforme de l'assurance chômage a donc eu lieu ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre. Celle-ci modifie considérablement les règles de calcul de l'allocation perçue par les demandeurs d'emploi et pénalisera fortement les « permittents » de l'emploi, qui alternent périodes d'activité professionnelle et de chômage. Plus d'un million de demandeurs d'emploi auront une allocation chômage inférieure, jusqu'à 40%, voire plus, en cas d'activité réduite.

L'ensemble des organisations syndicales dénoncent ce nouveau mode de calcul et les seuls soutiens du gouvernement, sur ce sujet, se trouvent dans les rangs de la Droite.

« C'est une décision lourde de conséquences car elle va frapper les personnes les plus fragiles, dont la réinsertion sur le marché de l'emploi est précaire », a dénoncé le Parti Socialiste dans un communiqué. « Les études d'impact successives de l'Unedic sur les effets de cette réforme sont sans appel. Ce sont les travailleurs sans emploi les plus durement touchés par la crise – et notamment les jeunes – qui feront les frais de ce nouveau mode de calcul, qui vise à faire quelques économies sur le dos de ceux qui s'accrochent pour s'arrimer à l'emploi et ont besoin d'un filet de sécurité. »

Cette réforme est injuste et elle est dénoncée avec vigueur depuis plus de deux ans par les partis de Gauche et par l'ensemble des organisations syndicales. Elle l'est plus encore après la crise sanitaire que notre pays traverse depuis



pôle emploi

Les syndicats restent mobilisés

dix-huit mois. Même Madame Pénicaud, pourtant à l'origine de cette réforme, a reconnu, il y a quelques semaines, que celle-ci n'était plus appropriée.

Mais, même si le nouveau mode de calcul s'applique depuis le 1<sup>er</sup> octobre, la bataille pour son abrogation continue. D'autant que la méthode utilisée par le gouvernement accentue encore la défiance des organisations syndicales. En effet, le décret permettant l'application de cette réforme n'a été publié que la veille de son entrée en vigueur alors même que le Conseil d'État n'a pas encore statué sur le recours, déposé par les syndicats, en mai dernier.

Le gouvernement argue d'une meilleure situation économique et de l'emploi pour justifier une application dès le 1<sup>er</sup> octobre du nouveau calcul. « Or », dénonce notamment l'UNSA, « il y avait encore, en août 2021, plus de 350 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à la situation d'avant-crise sanitaire ».

Pour le Parti Socialiste : « en maintenant ce projet, "quoi qu'il en coûte", le gouvernement cède à un aveuglement idéologique qui rend les demandeurs d'emploi seuls responsables de leur situation et les abandonne à la précarité ».

La mobilisation continue...



## Infatigable

La disparition de Michel Tubiana, qui fut président de la Ligue des Droits de l'Homme, nous rappelle que le combat pour les libertés est permanent et qu'il faut des militants comme lui pour le mener.

Le mot qui est le plus souvent revenu dans les multiples hommages qui lui ont été rendus est « infatigable ».

En effet, aucune liberté ne peut être considérée comme acquise. Elles peuvent, à tout instant, être remises en cause. Au nom de l'efficacité, de la sécurité, de l'intérêt supérieur de l'État ou de la compétition économique... À chaque fois, il faut que des militants, infatigables comme Michel Tubiana, se lèvent et rappellent que des conquêtes démocratiques sont précieuses et peuvent être balayées en quelques instants, si on n'y prend garde.

Rester toujours mobilisés pour défendre, partout, les libertés et les Droits de l'Homme et le meilleur hommage qu'on puisse rendre à Michel Tubiana.

PS29

# Logement : la crise n'est pas une fatalité

**Le logement social ? Ça coûte cher, c'est compliqué et en plus ça ne marche pas. La preuve ? Le nombre de personnes inscrites sur liste d'attente ne cesse d'augmenter, la loi SRU n'est pas respectée dans toutes les communes et le droit opposable au logement n'est pas appliqué. À la fin du quinquennat, voilà le discours qui prédomine, alors même que les mesures, prises dès 2017, ont freiné les constructions de logements neufs et affaibli les trésoreries des offices HLM.**

Et, pour accréditer cette idée la Cour des comptes a publié cet été un rapport dans lequel elle préconise de réserver le logement social aux personnes sans ressource et de laisser le marché faire le reste pour les autres.

«**Nous devons avoir une politique du logement bien plus ambitieuse**», a insisté Thomas Chevandier, secrétaire national au Logement, dans l'atelier du Campus de rentrée à Blois.



Thomas Chevandier

Car, la politique du logement a des conséquences sociales, économiques et politiques considérables, a expliqué Guillaume Duval, ancien éditorialiste à *Alternatives économiques*.

Si on prend les données d'Eurostat la France est l'un des pays qui dépense le plus pour le logement. Ça représente 1,1% du PIB. C'est le double de la moyenne européenne. Les Italiens sont à 0,5% et les Allemands à 0,4%. **«Nous dépensons beaucoup, mais nous sommes aussi l'un des pays qui a le plus de logements sociaux. Nous ne sommes pas les premiers. Il y en a 32% aux Pays-Bas, 24% en Écosse et en Autriche, 19% au Danemark alors que nous nous situons à 16%. Mais c'est tout de même cinq fois plus qu'en Allemagne (5%) ou en Espagne et**

**quatre fois plus qu'en Italie**», a précisé l'économiste.

**«Mais surtout, la France est l'un des pays développés où les prix du logement ont le plus augmenté depuis trente ans : +90%, comme au Royaume-Uni, contre +70% en Espagne, +40% aux USA ou +30% en Allemagne. En Italie ils ont même baissé de 15%.»**

Cette hausse des prix s'explique par la chute des taux d'intérêt qui permet un accès plus facile et plus fréquent au marché de l'immobilier.

**«Produire ne signifie pas obligatoirement construire.»**

C'est un problème social pour l'accès à la propriété des jeunes, quand ils ne sont pas héritiers. C'est également un problème social lorsque les distances domicile/travail s'allongent. Mais c'est aussi un problème économique majeur quand on parle de compétitivité. **«On met souvent en cause le coût du travail, mais en fait ce n'est pas vraiment le coût du travail, c'est beaucoup le coût du foncier**», a insisté Guillaume Duval. Une entreprise qui s'installe en France paye un coût du foncier plus élevé qu'en Allemagne. Si l'Allemagne s'en sort mieux que nous sur le plan industriel c'est parce que, Outre Rhin les prix de l'immobilier ont beaucoup moins augmenté, depuis le début des années 2000.

C'est aussi pour cette raison que les salaires allemands ont moins progressé.

Les pénuries d'emplois, dont on parle actuellement, sont aussi des pénuries de logements à des distances raisonnables pour les employés. Lorsqu'Emmanuel Macron dit qu'il suffit de traverser la rue pour trouver de l'emploi c'est en partie vrai. À Paris. Mais si on manque de main-d'œuvre dans la capitale, c'est simplement parce que les salariés de la restauration ne peuvent pas se loger à distance raisonnable de leur travail.

Depuis le début du capitalisme, la rente foncière est l'ennemi du développement économique, or la France est l'un des pays où la rente foncière est la plus développée. Si les ménages placent leur épargne dans l'immobilier ils ne la placent pas dans les entreprises. Si les entreprises doivent investir dans des

terrains elles n'investissent pas dans des machines ou la recherche. Pourquoi cette spécificité française ? Parce que la démographie est dynamique, mais que ça coûte cher d'élever des enfants. Il faut les éduquer, il faut les nourrir, il faut les loger, ce qui fait une différence avec l'Allemagne ou l'Italie.

C'est une question très complexe. Si on réussit à faire baisser le prix de l'immobilier, on fait baisser la valeur du patrimoine des couches moyennes. On n'affecte pas beaucoup les très riches. Et si on fait baisser le prix de l'immobilier ça sera plus compliqué de mobiliser des investisseurs privés pour relancer la construction.



Un besoin de 500 000 logements par an

Alors que faire, sachant que 4 millions de personnes sont en situation de mal-logement selon les chiffres de la *Fondation Abbé Pierre*. **«On estime le besoin de nouveaux logements à 500 000 par an, dont 150 000 logements sociaux**», a rappelé Thomas Chevandier. **«Nous devons continuer de produire, mais produire ne signifie pas obligatoirement construire. Il faut encadrer les résidences secondaires et les sites de location qui, dans certaines villes empêchent les gens de se loger, il faut lutter contre la vacance de logements et de bureaux.»**

**«La rente foncière est l'ennemie du développement économique.»**

Mais, si ces outils sont essentiels pour les élus locaux, ils ne seront pas suffisants. **«La question qui est posée à tous les élus locaux est comment et où construire, en sachant que le moindre projet fait l'objet de réactions négatives de la part des riverains et, qu'en même temps, il faut stopper l'artificialisation des sols et l'étalement urbain.»**

# Nouvelle équipe fédérale : c'est parti!

Après les votes pour les textes d'orientation, le 9 septembre, pour le Premier secrétaire fédéral et pour les secrétaires de sections, le 23 septembre, il ne manquait plus que la désignation du collège des secrétaires de section pour que le Conseil fédéral soit complet et que Tristan Foveau puisse présenter la nouvelle équipe fédérale. C'est chose faite, depuis le Conseil fédéral d'installation qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> octobre à Quimper.

« **N**ous avons beaucoup débattu pendant ce congrès, et je tiens encore une fois à saluer la qualité de nos discussions et le sens des responsabilités qui a prévalu chez tous les adhérents de la Fédération, quel que soit le texte d'orientation défendu. Mais, après les discours et le vote des actes », a insisté Tristan Foveau, dans un court préambule.



Passons des discours aux actes

« J'ai conscience de la lourdeur de la tâche que vous m'avez confiée. Je suis évidemment fier de votre confiance. C'est un moment d'enthousiasme puisque nous sommes à un moment charnière de l'histoire de notre parti, qui est en crise depuis 2017. Nous arrivons au bout d'un processus de cinq ans de transition. Nous avons réussi à montrer que nous étions toujours pertinents, toujours une force dynamique au niveau local. La question qui se pose, maintenant, est de savoir si nous le sommes aussi à un niveau national. Comme toute période charnière, c'est un moment à la fois porteur d'espoir, mais aussi d'une certaine appréhension, puisque les défis qui sont devant nous sont immenses : réussissons-nous à échapper à la tenaille avec d'un côté Jean-Luc Mélenchon et de l'autre Emmanuel Macron ? Parviendrons-nous à éviter la

**multiplication des voix de Gauche à la Présidentielle et aux Législatives ? Ces défis sont stimulants et je compte bien les affronter avec l'équipe fédérale mais je sais que c'est collectivement, avec chacun et chacune d'entre vous, que nous parviendrons à les relever. »**

Alliant le geste à la parole, Tristan Foveau a présenté un secrétariat fédéral composé de représentants du texte d'orientation B et A.

Il s'agit d'une équipe profondément renouvelée puisqu'on n'y retrouve que quatre secrétaires fédéraux sortants : Gabriel Steffe, à la trésorerie, Olivier Berthelot aux sections, Catherine Huon à l'égalité femmes/hommes et Jean-Paul Vermot aux relations avec nos partenaires.

**« Nous vivons un moment porteur d'espoir, mais aussi d'appréhensions. »**

Laurent Péron, du Relecq-Kerhuon, premier signataire du texte d'orientation A, sera chargé de la coordination. Ce poste n'existait pas jusqu'à présent mais compte tenu de la particularité de l'année 2022, il paraissait nécessaire de le créer. Sandrine Perhirin, de Brest, s'occupera des campagnes.

Olivier Galiana, de Pont-l'Abbé, se chargera des élections. Valentin Eynac, de Roscoff, du projet et de l'organisation des controverses, série de débats, sur des grandes thématiques de la Présidentielle. Magali Taragna, de Brest, sera en charge de la mobilisation. Yves Formentin-Mory, de Quimper, s'occupera de la communication et de la riposte numérique.



Une équipe adoptée à l'unanimité

Clarisse Réalé, de Châteaulin, sera chargée des nouvelles pratiques militantes. Pascal Violeau, de Brest, s'est vu confier la formation.

Enfin Forough Dadkhah, de Quimper, s'occupera des relations avec le BREIS et les autres fédérations bretonnes.

Le Conseil fédéral a également permis de procéder à la désignation des représentants du Finistère au BREIS, l'Union régionale du PS en Bretagne. Compte tenu du nombre de votants au congrès, la Fédération du Finistère dispose de dix représentants : sept pour le TO B et trois pour le TO A.

Cette équipe fédérale est en place pour un mandat d'environ un an. En effet, les statuts du PS prévoient la convocation d'un congrès dans les six mois qui suivent une élection présidentielle.

**« C'est donc une année dense qui commence »,** a prévenu Tristan Foveau. **« Il nous faudra en effet mener les campagnes présidentielle et législatives tout en renforçant notre organisation pour préparer l'après 2022. Ces combats ne pourront être que collectifs. Nous aurons besoin de tout le monde pour les mener et les remporter. »**

Les feuilles de route des secrétaires fédéraux seront présentées au Conseil fédéral qui se tiendra le 19 octobre, à Pont-de-Buis.

## Bureau fédéral

### Pour le Texte d'orientation B :

Tristan Foveau - Brest  
Yohann Nédélec - Brest  
Gwenegan Bui - Morlaix  
Michaël Quernez - Quimperlé  
Florence Crom - Douarnenez  
Matthieu Stervinou - Quimper  
François-Marie Cailleau - Daoulas  
Jérôme Le Bigaut - Clohars-Carnoët  
Olivier Galiana - Pont-l'Abbé  
Arnaud Platel - Plomelin

### Pour le Texte d'orientation A :

Laurent Péron - Le Relecq-Kerhuon  
Marie Gueye - Brest  
François Cuillandre - Brest  
Marie-Pierre Creff - Brest  
Yann Guével - Brest  
Marc Labbey - Brest  
Christian Bonneau - Brest

# Agenda

19 octobre

19h00 : Conseil fédéral,  
Espace  
François Mitterrand  
à Pont-de-Buis.

Retrouvez-nous sur



## De Maurras à Trump

**Vous ne voulez pas financer la campagne d'Éric Zemmour en achetant son livre, mais vous êtes tout de même curieux de connaître la nature du discours qu'il propage ? Alors vous pouvez remercier Alain Bergounioux qui l'a fait pour vous et qui a publié son commentaire sur le site TélOs.**

La critique de la modernité, tout particulièrement l'individualisme amené par les Lumières et la Révolution française, faisait contraste avec la nostalgie d'un "âge d'or" (situé avant 1789 tandis qu'Éric Zemmour parle, lui, des années 1960, où les hiérarchies sociales et l'autorité étaient respectées).



La rhétorique zémourienne est connue et peut se résumer de la façon suivante : la France est en déclin, un « grand remplacement » est à l'œuvre avec la complicité des élites mondialisées qui organisent l'arrivée en Europe de ressortissants des anciens pays colonisés qui veulent déclencher une guerre civile, ou qui, avec la « théorie du genre », tentent de saper de l'intérieur, les valeurs occidentales. L'Islam est donc une menace, les frontières doivent se fermer et les personnes de confession musulmanes doivent quitter le territoire ou renier leur culture en prénomnant leur fille Nadine ou leur fils Éric.

Toute cette tradition affleure dans les pages du livre d'Éric Zemmour, avec l'adaptation de vocabulaire due au passage du temps. Mais c'est bien le même noyau de pensée, qui réapparaît régulièrement lors des grandes crises que traverse notre pays, dans les années 1930 et à Vichy, où une part de ce nationalisme identitaire a versé dans le fascisme et au moment de la Guerre d'Algérie, avec le poujadisme, nationalisme protestataire par excellence.

Alain Bergounioux rappelle qu'Éric Zemmour « s'inscrit au croisement de deux types d'influences. La première relève de toute une tradition historique, le nationalisme identitaire, qui s'est cristallisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La seconde tient d'une réalité présente, le moment populiste, illustré aux États-Unis, par le trumpisme et en Europe par la Hongrie de Victor Orban pour prendre le cas le plus emblématique.

Qu'il n'y ait pas grand-chose de neuf dans ces idées n'est pas pour autant rassurant. Car si la crise multiforme que connaît la société française n'est pas une crise ouverte de régime, elle s'inscrit, néanmoins, dans un moment de trouble qui touche nombre de pays occidentaux. Si la couverture du livre d'Éric Zemmour plagie l'affiche de campagne de Donald Trump, en 2016, c'est tout à fait volontaire. Et les points de comparaison ne manquent pas : la familiarité médiatique, la régularité des provocations, les "faits alternatifs"... Mais le point essentiel tient dans un fait sociologique et politique majeur : la grande majorité des électeurs républicains américains ont la crainte de devenir minoritaires dans leur pays avec la croissance démographique des minorités, et ils se battent pour conserver le pouvoir politique. Les rapports numériques ne sont pas les mêmes en France, et ne le seront pas à la fin du siècle, et encore moins si l'on prend en compte le nombre croissant des mariages mixtes. Mais qu'importe, Éric Zemmour, avec une droite radicale, joue sur cette peur aussi : demain, il sera trop tard. »

### « Les électeurs de Trump craignent de devenir minoritaires dans leur pays. »

Le nationalisme est un sentiment et une doctrine qui ont pris naissance avec la Révolution française. Il a été longtemps porté par la Gauche libérale et républicaine qui lui donnait une vocation universelle. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'un nationalisme d'une autre nature a pris corps avec, à la fois, une dimension protestataire, fondée sur l'appel au peuple, la recherche d'un "sauveur", la critique du parlementarisme et une dimension identitaire, franchement xénophobe, avec un antisémitisme affirmé, une vision d'une France purgée des "juifs, des protestants, des franc-maçons, des métèques", les "anti-France" de Charles Maurras.

Il ne faut donc, pas s'étonner si l'idée de "décadence" est au cœur de ce courant. On ne parlait pas alors de "grand remplacement", mais d'"invasion". La question de la race et de son intégrité était directement liée à l'obsession du déclin.

« Il est toujours utile de savoir à quoi l'on a affaire », conclut Alain Bergounioux. « Bien sûr, si sa campagne se concrétise effectivement, il fera des concessions pour élargir son socle électoral. Et des contradictions apparaîtront, plus nettement, entre ses propositions politiques, économiques, sociales. Mais le fond est fixé et il n'en changera pas. Il n'existe que par une radicalité qu'il a trop besoin de cultiver pour s'imposer à toute une partie de l'opinion, aggravant ainsi les risques de conflits dans notre société. »

### Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1368 - Vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2021  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

### S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

